

+ 32 (2) 295.61.05

Contribution au débat sur le Livre Vert

« Vers une stratégie européenne de sécurité d’approvisionnement énergétique »

Nom	Rotary Club Bruxelles-Forêt de Soignes
Organisation	Rotary International, District 2170 (Belgique)
Quel sont vos centres d’intérêt ?	Service Club, description dans le texte ci-dessous
Personne de contact	Christian GUSTIN
E-Mail	christian.gustin@worldonline.be
Téléphone	02.385.19.17
Fax	
Adresse	10, Avenue de la Tendraie 1421 OPHAIN



Qui sommes-nous ?

Nous sommes un groupe de 45 citoyens européens, membres d’un Service Club, le Rotary Club de Bruxelles-Forêt de Soignes. Parmi nous, il y a des ingénieurs, physiciens, architectes, avocats, professeurs et des représentants de bien d’autres professions.



L’insigne du Rotary est une roue dentée, un engrenage qui symbolise mouvement et énergie. Pareil engrenage peut faire penser aux transmissions de puissance dans les turbines à gaz ou dans les nacelles d’éoliennes, mais aussi aux boîtes de vitesse de nos automobiles. Dans le cas du Rotary, il s’agit plutôt de symboliser l’énergie *humaine* que nous mettons *en mouvement* au service de l’*homme*, surtout quand celui-ci est confronté à des situations de détresse et de fragilité. La leitmotiv du Rotary cette année est “Mankind is our business”, ce qui nous invite à élargir notre vision dans tous les domaines, pourquoi pas dans ceux de l’énergie et de l’environnement ?

Par nos multiples actions de collecte de fonds (cotisations, concerts, galas et autres activités), nous venons en aide non seulement au réseau associatif local, mais également à ceux de l'étranger, en collaboration avec d'autres clubs des autres continents. Cette année, nous aidons dans la Région de Bruxelles une association qui s'occupe d'infirmes moteurs cérébraux et une autre qui prend soin des enfants maltraités. Nous fournissons aussi du matériel informatique à une école de devoirs pour jeunes immigrés en difficulté d'intégration scolaire. Au plan international, nous participons au financement de bâtiments scolaires au Rwanda et au minerval de quelques pupilles dans cette école, nous soutenons l'enfance déshéritée du Népal et projetons de fournir des machines à coudre pour des jeunes en Colombie. Un autre club en Allemagne nous a approché pour participer à un projet de fourniture et d'installation de panneaux photovoltaïques au Mozambique. Nous participons également, via la Fondation Rotary -qui est alimentée par les 1.200.000 membres du Rotary International, au projet Polio Plus qui vise à éradiquer définitivement de la surface de la terre, en 2005, la maladie de la poliomyélite. Enfin, nous accueillons dans nos familles des jeunes du monde entier dans le cadre d'un programme de mobilité 'Student Exchange Programme', en fin d'études secondaires.

Pourquoi avons-nous décidé de participer au débat "Vers une stratégie européenne de sécurité d'approvisionnement énergétique" ?

Pour plusieurs raisons:

- nous sommes sensibilisés, depuis longtemps, au sein de notre club aux problèmes de l'environnement. Notre point de départ est la forêt de Soignes, poumon vert de Bruxelles et dont nous avons choisi le nom, voici 20 ans, quand nous avons fondé notre club dans une commune de Bruxelles adossée à cette magnifique forêt-cathédrale. Nous avons récemment invité à notre tribune un ingénieur des Eaux et Forêts qui nous a expliqué comment on a procédé au reboisement de la forêt après les fortes tempêtes de 1991 pour mieux résister aux changements climatiques et environnementaux à venir.

- l'un de nos membres préside dans notre district une Commission rotarienne 'Preserve Planet Earth' qui organisera en 2002 et financera avec d'autres clubs un séminaire de formation pour des jeunes qui s'engagent dans la vie professionnelle. Le sujet du séminaire est cette fois axé sur l'environnement, plus particulièrement dans le domaine de l'eau et du traitement des déchets.

- enfin et surtout, parce que nous avons choisi comme thème de conférences pour notre année rotarienne 2001-2002 le thème 'Energie et Environnement'. Dans le cadre de ce thème, nous avons invité tout récemment à notre tribune un membre de la Commission Européenne qui nous a présenté, avec compétence et brio, le Livre Vert sur la stratégie européenne en la matière. Nous l'avons lu avec grand intérêt, puis, un peu par hasard, trouvé la page du site Internet qui s'y rapporte. Nous y avons constaté le succès que le débat suscite auprès de très nombreuses associations professionnelles, de grandes sociétés industrielles et aussi auprès de quelques citoyens européens qui s'expriment en leur nom propre. Nous avons donc décidé d'y participer également.

Notre message

Nous voulons surtout applaudir et encourager, puis faire quelques commentaires d'ordre général, dans un esprit optimiste. Notre démarche est citoyenne; elle ne se veut ni politique, ni partisane. Nous ne prendrons pas position sur le choix de l'une ou l'autre filière énergétique pour lesquelles d'autres organisations sont infiniment plus compétentes. Il y a d'ailleurs au sein de notre club des partisans de la filière nucléaire et des partisans des énergies renouvelables. Il y a des représentants des secteurs industriels et non-industriels, producteurs ou consommateurs d'énergie. Nous ne prendrons pas davantage position au niveau politique, sur les modes de subventions, les régimes de taxation, les processus de fixation des plafonds d'émissions, etc... Notre contribution sera davantage centrée sur la vision à long terme.

Applaudir d'abord, car l'initiative de la Commission d'ouvrir ce grand débat énergétique, si déterminant et crucial pour notre avenir, mérite tous les éloges. Que chaque citoyen ou groupe de citoyens puisse y participer et suivre, en direct sur Internet, les commentaires de tous les autres, en parfaite transparence, est en soi une belle leçon de démocratie. Le livre vert est clair et bien présenté, d'une lecture relativement aisée pour les non spécialistes. Voilà de quoi rapprocher les fonctionnaires et techniciens de la Commission Européenne des citoyens, de leurs associations et de leurs entreprises.

Encourager, ensuite, la Commission:

- à continuer, dans cette voie démocratique, de jouer un rôle moteur tant au niveau européen qu'international. L'Europe peut et doit montrer l'exemple, et cela provoquera un effet d'entraînement bénéfique pour le reste du monde. Et pour l'Europe elle-même.
- à réclamer les compétences nécessaires pour arriver à définir une politique énergétique européenne harmonieuse si pas commune.
- à concilier, en toute objectivité, les points de vue parfois si tranchés et convaincus des différents intervenants, tout en privilégiant la qualité de vie et la viabilité à long terme de notre société. Ce ne sera assurément pas tâche facile de quantifier d'une part l'ensemble des coûts liés à chaque filière et d'autre part l'intérêt général. La réponse à la question 13 est simple: beaucoup travailler et beaucoup communiquer.
- à bien équilibrer les aspects de la libéralisation des marchés, de la sécurité d'approvisionnement et de la protection de l'environnement. L'enjeu est de taille car la santé, l'emploi et la compétitivité de notre industrie en sont tributaires.
- à harmoniser le plus rapidement possible les régimes de taxation.
- à favoriser l'émergence d'industries naissantes (notamment dans le domaine des énergies renouvelables) par des aides ponctuelles et temporaires, mais sans mettre indûment en péril les industries plus anciennes par des prélèvements générateurs d'instabilité. Ne jamais oublier que les industries actuelles ont des trésors de connaissances entre autres en matière d'environnement et qu'elles ont contribué au niveau de vie que nous avons atteint aujourd'hui - et qui doit pouvoir continuer.

- à choisir avec détermination des orientations ambitieuses et à définir les critères de convergence pour y aboutir. Dans le domaine monétaire, l'Euro en est un bon exemple.
- à communiquer encore et toujours, non seulement au niveau des industries concernées mais aussi auprès du grand public (de temps en temps une grande page dans les journaux, pour faire le point et donner des nouvelles encourageantes).

Le Livre Vert nous laisse cependant sur notre faim, et sur la note de résignation qui s'exprime par le titre de la page 22: "Gulliver enchaîné ou l'approvisionnement énergétique de l'Union Européenne". Il nous semble à cet égard que l'accent n'est pas suffisamment mis sur la Recherche et Développement ainsi que sur les perspectives de nouvelles inventions. Qui aurait pu en effet, au début du vingtième siècle, prédire l'effet laser ou l'effet tunnel, et toutes les nouvelles techniques découvertes depuis lors. Appelons donc Athéna au secours de Vulcain, d'Eole, de Neptune et de Zeus: leurs énergies en seront décuplées. Et Gulliver ne se sentira plus prisonnier de ses lourdes chaînes. Le Protocole de Kyoto est si lourd à démarrer, non pas nous semble-t-il parce que les objectifs sont trop difficiles à atteindre, mais parce qu'ils ne sont pas assez ambitieux et qu'ils manquent de perspective optimiste à plus long terme.

Ne pourrait-on pas, dans cet ordre d'idées, envisager davantage de synergies entre la production d'énergie et de sa conservation pour une utilisation ultérieure ? Les énergies renouvelables ou le nucléaire (si possible amélioré dans ses aspects de sécurité) ne pourraient-ils pas¹ être mis à profit pour produire de l'hydrogène, utilisable par la suite dans des piles à combustible? Qui, à leur tour, permettraient de faire fonctionner les moteurs de nos moyens de locomotion. Transport et énergie, même combat!

Il importe aussi de confirmer la validité des modèles climatiques pour le siècle à venir. Certes, certaines corrélations température – gaz à effet de serre indiquent une augmentation concomitante et qui semble aller en s'accélération. Mais l'interprétation est délicate et les extrapolations incertaines -comme tout ce qui touche au climat. Le rôle des instituts de recherche est capital: à eux de rassembler des données scientifiques sûres et d'analyser de manière critique si la situation empire rapidement² ou si, au contraire, les effets du réchauffement sont restreints et lents à se développer³.

Pour veiller à tout cela, ne faudrait-il pas impérativement une vision à plus long terme que les 20 ou 30 prochaines années? Si l'on considère que les gaz à effet de serre sont nocifs, ne devrait-on pas analyser chacune de leurs sources et les traiter, en parfaite compatibilité avec un développement durable, à un horizon 2050 ? Pareil laps de temps permettrait à nos industries ainsi qu'aux centres de recherche de nos universités de lancer des programmes audacieux et ambitieux.

Une vision à long terme permettrait aussi à la Jeunesse de l'Europe de rêver son avenir et d'entreprendre les études les plus appropriées. Car il nous semble que le Livre Vert a fait l'impasse sur une source d'énergie extraordinaire qui est celle de la Jeunesse et de l'optimisme qui l'inspire. A ces nouvelles générations, il faut proposer des objectifs enthousiasmants et ambitieux, car les jeunes aiment les défis (et le défi est de taille: construire l'avenir sans mettre en péril ce qui existe). Il faut leur donner l'assurance que l'Europe peut leur donner un appui de longue haleine sur le plan de la Recherche pour aboutir demain et après-demain à de nombreuses nouvelles découvertes. La sécurité énergétique est sur cette voie, ainsi que la protection de l'environnement.

Quelques jours après avoir écrit les lignes qui précèdent, et comme un écho inattendu, nous découvrons le Livre Blanc de la Commission Européenne sur la Jeunesse (“Nouvel Elan pour la Jeunesse Européenne”). Cet excellent document vient d’être publié (21 novembre), et il rejoint parfaitement notre réflexion. On lit par exemple, en page 8: “efficacité : valoriser la ressource que représente la jeunesse pour qu’elle puisse répondre aux enjeux de la société, qu’elle puisse contribuer au succès des différentes politiques qui la concernent et qu’elle puisse construire l’Europe de demain”. On trouve encore en page 74: “...promouvoir l’Union Européenne en tant que centre mondial d’excellence pour les études/la formation et pour la recherche scientifique et technologique”. On ne peut qu’applaudir.

Au sein de nos clubs rotariens, nous continuerons, pour notre modeste part, à privilégier les actions en faveur de la jeunesse. Nous espérons, dans ce cadre, trouver de nouveaux et nombreux sponsors qui nous permettront de continuer à financer ces actions ponctuelles, ciblées et suivies de près par nos clubs.

A la Commission Européenne, nous souhaitons bon vent ! Et beaucoup de synergies !

Les membres du Rotary Club Bruxelles Forêt de Soignes

Bruxelles, le 29 novembre 2001

-
- 1 http://www.fortune.com/indexw.jhtml?channel=artcol.jhtml&doc_id=204821 (12/11/2001)
 - 2 http://www.grida.no/climate/ipcc_tar/syr/figspm-10b.htm (2001)
 - 3 <http://www.techcentralstation.com/EnviroScienceTechnology.asp?id=99>(22/11/2001)

1.	<p>L'Union européenne peut-elle accepter une augmentation de sa dépendance vis-à-vis de sources extérieures d'énergies sans compromettre la sécurité d'approvisionnement et la compétitivité européenne? Sur quelles sources d'énergie conviendrait-il, le cas échéant, d'envisager une politique d'encadrement des importations ? Dans ce contexte, faut-il privilégier une approche économique : le coût de l'énergie ou géopolitique : le risque de rupture d'approvisionnement ?</p> <p>Réponse :</p>
2.	<p>La réalisation d'un marché intérieur européen, de plus en plus intégré dans lequel les décisions prises dans un Etat ont une incidence dans les autres Etats, n'implique-t-elle pas une politique cohérente et coordonnée au niveau communautaire ? Quels devraient être les éléments d'une telle politique et la place des règles de concurrence?</p> <p>Réponse :</p>
3.	<p>La fiscalité et les aides d'Etat dans le domaine de l'énergie sont-elles ou non un obstacle à la compétitivité dans l'Union européenne ? Face à l'échec des tentatives d'harmonisation de la fiscalité indirecte, ne conviendrait-il pas de procéder à une remise à plat spécifique à l'énergie compte tenu notamment des objectifs énergétiques et environnementaux ?</p> <p>Réponse :</p>
4.	<p>Dans le cadre d'un dialogue permanent avec les pays producteurs, quel doit être le contenu d'accords d'approvisionnement et de promotion d'investissements ? Compte tenu de l'importance qu'il convient d'accorder, notamment à un partenariat avec la Russie, comment garantir la stabilité des quantités, des prix et des investissements ?</p> <p>Réponse :</p>
5.	<p>La constitution de stocks de réserve, déjà réalisée pour le pétrole, devrait-elle être renforcée et étendue à d'autres énergies, par exemple le gaz ou le charbon ? Pourrait-on envisager une gestion plus communautaire des stocks et si oui, quels en seraient les objectifs et les modalités? Est-ce que le risque de rupture physique d'approvisionnements en produits énergétiques devraient justifier des mesures de d'accès aux ressources plus onéreuses ?</p> <p>Réponse :</p>
6.	<p>Comment assurer un développement et un meilleur fonctionnement des réseaux de transport d'énergie dans l'Union et dans les pays avoisinants obéissant à la fois aux impératifs du bon fonctionnement du marché intérieur et à la sécurité des approvisionnements ?</p> <p>Réponse :</p>
7.	<p>Le développement de certaines énergies renouvelables suppose des efforts importants en termes de Recherche et de Développement Technologique, d'aides aux investissements</p>

	<p>ou d'aides au fonctionnement. Un co-financement de ces aides ne devrait-il pas impliquer une contribution des secteurs dont le développement a bénéficié au départ d'aides considérables et qui sont aujourd'hui très rentables (gaz, pétrole, nucléaire) ?</p> <p>Réponse :</p>
8.	<p>L'énergie nucléaire étant un des éléments du débat sur la lutte contre le changement climatique et l'autonomie énergétique, comment l'Union européenne peut-elle apporter une solution aux problèmes des déchets, au renforcement de la sûreté nucléaire et au développement de la recherche sur les réacteurs du futur, en particulier de la fusion ?</p> <p>Réponse :</p>
9	<p>Quelles politiques doivent permettre à l'Union européenne de remplir ses obligations au titre du protocole de Kyoto ? Quelles mesures pourraient être prises afin de pleinement exploiter le potentiel d'économie d'énergie qui permettrait de réduire à la fois notre dépendance externe et les émissions de CO2 ?</p> <p>Réponse :</p>
10.	<p>Un programme ambitieux en faveur des biocarburants et autres carburants de substitution, hydrogène y compris, à hauteur de 20% de la consommation totale de carburant à l'horizon 2020, peut-il continuer de relever de programmes nationaux ou passe-t-il par des décisions coordonnées au niveau de la fiscalité, de la distribution et des perspectives pour la production agricole ?</p> <p>Réponse :</p>
11.	<p>Les économies d'énergie dans les bâtiments, (40% de la consommation d'énergie), qu'ils soient publics ou privés, neufs ou en rénovation, doivent-elles faire l'objet d'incitations, par exemple fiscales ou supposent-elles également des mesures d'ordre réglementaire à l'instar de ce qui a été fait dans le secteur des grandes installations industrielles ?</p> <p>Réponse :</p>
12.	<p>Les économies d'énergie dans les transports (32% de la consommation d'énergie) supposent que soit corrigé le déséquilibre croissant des modes de transport des marchandises en faveur de la route et au détriment du rail. Ce déséquilibre doit-il être considéré comme une fatalité ou implique-t-il des mesures de redressement quelle que soit leur impopularité notamment pour rationaliser la place de la voiture dans les villes? Comment concilier l'ouverture à la concurrence, les investissements en infrastructures permettant la suppression des goulets d'étranglement et l'inter modalité ?</p> <p>Réponse :</p>
13.	<p>Comment développer des visions plus concertées et intégrer la dimension du long terme dans la réflexion et l'action des pouvoirs publics et des opérateurs pour évoluer vers un système d'approvisionnement énergétique durable ? Comment préparer les options</p>

	énergétiques du futur ? Réponse :
4	Autres questions ou propositions :

Merci d'avoir répondu à ce questionnaire.